

ment—que ce qu'il nous faut à l'heure actuelle, c'est beaucoup plus de collaboration de la part de tous les députés de la Chambre pour réaliser les programmes dont le Parlement est saisi. Le plus grand service que nous puissions rendre au monde agricole du pays est de réaliser les programmes du gouvernement. Après l'expérience que nous aurons ainsi accumulée, nous pourrions apporter à ces programmes d'autres amendements, s'ils sont jugés nécessaires.

MOTION D'AJOURNEMENT

QUESTIONS À DÉBATTRE

M. l'Orateur suppléant (M. Richard): En conformité de l'article 40 du Règlement, je dois informer la Chambre des questions qui seront soulevées ce soir au moment de l'ajournement: le député d'Athabasca (M. Yewchuk)—Radio-Canada—L'émission «Sesame Street»—Le contenu et la valeur instructive; le député de Battle River (M. Downey)—Les céréales—Le programme LIFT—Changement de la date limite à l'égard des dommages causés par la grêle; le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles)—Les pensions—La sécurité de la vieillesse—L'accusé de réception de certains remboursements—L'emploi des sommes récupérées.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

LES SUBSIDES

JOUR PRÉVU DANS LE RÈGLEMENT—LE MANQUE D'INITIATIVE DU GOUVERNEMENT ET LE SORT DES COMMUNAUTÉS RURALES

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Baldwin:

Que la Chambre blâme le gouvernement qui, par son manque d'initiative, a humilié les désavantagés, désorganisé les finances des provinces et des municipalités, a lésé et fait périr les communautés rurales dont le sort était déjà gravement compromis parce que le gouvernement n'a pas su établir une politique agricole satisfaisante.

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, après avoir entendu le ministre de l'Agriculture (M. Olson) dire à la Chambre que lui-même et le gouvernement n'ont jamais donné une direction aussi ferme au pays, je me demande pourquoi ce cirque ambulatoire nous revient des provinces de l'Ouest. Je pense qu'il s'est rendu là-bas pour prêter main-forte au ministre chargé de la Commission du blé ainsi qu'au ministre de l'Agriculture. De fait, la chose est incontestable. D'après ce que je crois comprendre, le voyage du ministre n'a pas eu grand succès.

L'hon. M. Olson: Nous avons eu un succès éclatant.

M. Alexander: De toute manière, d'après moi, ce fut une perte de temps. Comme le confirmeront probablement plus tard les commentaires des personnes plus compétentes que moi en matière d'agriculture.

[L'hon. M. Olson.]

Le ministre a prétendu que le député de Red Deer (M. Thompson) s'éloignait du sujet. Les termes de la motion sont tels que quoi qu'on dise des politiques fiscales et monétaires du gouvernement, on ne déborde pas le cadre de la motion.

Des voix: Oh, oh!

M. Alexander: Que les vis-à-vis ne parlent pas du bill «assiette au beurre» sur la réorganisation, un autre habile stratagème de la part du gouvernement. Le premier ministre (M. Trudeau) a dit: Peu importe le nombre de chameaux que je monte, si le chômage augmente nous ne serons pas au pouvoir. Ce n'est peut-être pas textuel, mais l'essentiel y est. Un sentiment de pessimisme et de désespoir règne au pays à l'heure actuelle; il est la conséquence directe des politiques fiscales et monétaires du gouvernement qui ont causé le chômage. Le gouvernement a créé une situation atroce, que nous ne pouvons tolérer. Nous ne pouvons tolérer car elle affecte notre principale ressource, les êtres humains qui veulent continuer à faire partie de la main-d'œuvre ou ceux qui veulent y entrer. Libre au gouvernement d'annoncer que le taux désaisonnalisé a baissé, mais c'est de bien peu de réconfort pour les 668,000 individus en chômage et pour les municipalités dont les services de bien-être sont déjà surchargés.

• (5.00 p.m.)

Quand je rentre à Hamilton et vois les chômeurs faire la queue pour l'assistance publique, au nombre de 60 par jour, parce qu'ils ne peuvent toucher d'assurance-chômage, je mets en doute la sincérité du gouvernement. Sauf erreur, la caisse d'assurance-chômage est passée de 450 à 500 millions de dollars. Pourtant, le gouvernement me semble se préoccuper de ses politiques fiscales et monétaires anti-inflationnistes plus que de la misère de centaines de milliers de chômeurs. Cela saute aux yeux de quiconque se penche sur cette situation, car nous ne sommes aucunement intéressés à des chiffres désaisonnalisés, «dé-désaisonnalisés», ou autres. Les vrais chiffres disent que le taux de chômage est de 8 p. 100, donc, 668,000 chômeurs. Ce qui est d'autant plus troublant c'est qu'en ajoutant les personnes à charge, on voit qu'un très grand nombre de familles sont en cause, que le commerce en souffre et ainsi de suite. Dieu seul sait combien de personnes sont touchées par les politiques que le gouvernement semble adopter et imposer à la population du pays.

M. Baldwin: Il n'y a que neuf Libéraux à la Chambre et ils seront en chômage bientôt eux aussi.

M. Alexander: Le malheur dans tout cela, c'est que le gouvernement ne cesse de se vanter du succès de ses programmes. J'aimerais rappeler au gouvernement que c'est le gouvernement libéral, obsédé qu'il était de combattre l'inflation qui a créé tout ce chômage. C'est à force d'insistance de la part du gouvernement que l'opinion publique en est venue à exercer tellement de pression que le ministre des Finances (M. Benson) a dû injecter une énorme masse de fonds dans l'économie canadienne. Le chômage ne sera pas vaincu tant que la population active comprendra plus de 600,000 personnes incapables de trouver du travail.